



COMMISSION DE
L'OcéAN INDIEN

Revue de presse du 05 au 9 décembre. 2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Catastrophes naturelles.....3

- En cas de catastrophe, les équipes de la PIROI seront prêtes

Economie.....5

- Conférence des bailleurs et investisseurs pour Madagascar - L'environnement des affaires à la loupe

Energies renouvelables.....8

- VIRONNEMENT - SONDAGE D'AFROBAROMÈTRE : Les Mauriciens favorables aux énergies renouvelables
- Energie hydroélectrique: La centrale de Volobe en chantier

Genre.....11

- AFRICAN GENDER DEVELOPMENT INDEX : Un premier rapport sur l'égalité des genres en préparation pour Maurice

Connectivité aérienne.....12

- Transport aérien – Un vol bihebdomadaire entre Comores et Antananarivo

Connectivité numérique.....14

- Télécom – Telma attendu aux Comores

Catastrophes naturelles

clicanoo.re

En cas de catastrophe, les équipes de la PIROI seront prêtes

Lundi 5 décembre 2016



RÉGION NORD. La Plate-forme d'intervention Régionale de l'océan Indien mène actuellement une formation de l'équipe Régionale de Réponse aux Catastrophes, spécialisée en Santé d'Urgence. Organisée en partenariat avec la Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge et de la **Commission de l'océan Indien** à travers le Réseau SEGA2, cette formation se déroule aux Makes dans les hauts de Saint-Louis. L'objectif est de préparer des volontaires et salariés de la Croix- Rouge à répondre aux épidémies et crises sanitaires auxquelles la région Sud-ouest de l'océan Indien pourrait être confrontée.

Régulièrement mobilisée lors des crises sanitaires qui ont touché la région ces dix dernières années et consciente de la priorité de l'enjeu de la santé, la PIROI a choisi cette année, en concertation avec la FICR et la COI, d'axer cette formation sur la santé d'urgence. Considérées comme particulièrement vulnérables aux risques de catastrophes naturelles et aux maladies à transmission vectorielle et diarrhéiques, les îles de l'océan

Indien, et plus largement le continent africain, doivent se préparer à de nouvelles épidémies.

25 candidats sélectionnés

Durant une semaine, les participants abordent les différents aspects devant être pris en compte lors d'un déploiement au sein de l'équipe RDRT en réponse à une crise sanitaire : préparation personnelle et mécanisme de déploiement, coordination inter-acteurs, épidémiologie de terrain, stratégies de riposte aux principales familles de maladie ainsi qu'aux problématiques de malnutrition. La méthode d'apprentissage basée principalement sur la mise en situation, permettra aux futurs équipiers d'être en mesure de réaliser des évaluations rapides suite à l'apparition d'épidémies et de pouvoir engager le dialogue et soutenir les gouvernements des pays touchés grâce à leur expertise.

Les participants sont également évalués lors d'un exercice de simulation durant lequel d'importants moyens matériels sont mobilisés. 25 candidats au profil médical ou sanitaire ainsi que des spécialistes en gestion des risques de catastrophes ont été sélectionnés. Parmi eux, 12 sont issus des Sociétés nationales Croix-Rouge et Croissant-Rouge de l'océan Indien (Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et La Réunion) et 7 de Sociétés nationales de pays francophones africains (Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée, République Centrafricaine et Togo). De plus, 6 épidémiologistes du réseau SEGA sont invités à cette formation dans le cadre du partenariat entre la PIROI et la COI signé en 2012.

<http://actus.clicanoo.re/article/soci%C3%A9t%C3%A9/1419144-en-cas-de-catastrophe-les-%C3%A9quipes-de-la-piroi-seront-pr%C3%AAtes>

Economie

Quotidien national d'information et d'analyse
La Vérité
"Toute vérité est bonne à dire"

Conférence des bailleurs et investisseurs pour Madagascar - L'environnement des affaires à la loupe

02 décembre 2016



La deuxième journée de la conférence des bailleurs et investisseurs pour Madagascar, hier à Paris, a été consacrée au secteur privé et à l'environnement. C'était une occasion d'aborder des perspectives de financement, des projets prioritaires et du partenariat public-privé. Cette conférence a rassemblé entre autres des représentants malgaches du secteur privé, des représentants de la communauté asiatique des affaires, de la Banque mondiale, totalisant près de 600 participants.

Le directeur de l'« Economic development board of Madagascar » (Edbm), Eric Robson Andriamihaja a présenté les instruments de promotion de l'investissement et les réformes de l'environnement des affaires. Les secteurs porteurs à Madagascar, la sécurisation des investissements, les opportunités et offres de financement comme « Africa 50 » ou « Infrastructure investment fund » y ont été discutés. Les panélistes ont présenté les opportunités d'affaires à Madagascar que ce soient dans les domaines des projets d'infrastructures économiques, des transports et du développement, ou dans l'industrie, l'agro-industrie, le commerce et le secteur textile. A cela s'ajoutent le secteur financier et les services financiers, les mines et les hydrocarbures ainsi que les nouvelles

technologies de l'information et de la communication, l'énergie, le tourisme, l'environnement.

Parmi les intervenants figurent la Fédération des hôteliers et restaurateurs de Madagascar (Fhorm), Symbion Power, Telma, Madagascar Oil, l'Agence française de développement, Lecofruit,... Les participants à la conférence ont eu droit à une présentation des régimes fiscaux malgaches. A l'issue de la première journée consacrée aux bailleurs de fonds, le 1er décembre dernier, l'annonce de financement pour la mise en œuvre du Plan national de développement (Pnd) a atteint six milliards 400 millions usd pour les quatre prochaines années. « Nous avons largement atteint les objectifs que nous nous étions fixé. Les préoccupations communes sont l'Etat de droit, la lutte contre la corruption, la bonne gouvernance, l'amélioration de l'environnement des affaires », a déclaré le Président de la République de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina. Les partenaires ont manifesté leur volonté d'accompagner la mise en œuvre des principaux axes du Pnd 2015-2019.

D.H.R.

<http://www.laverite.mg/politique/item/2980-conf%C3%A9rence-des-bailleurs-et-investisseurs-pour-madagascar-l%E2%80%99environnement-des-affaires-%C3%A0-la-loupe.html>

Chine Magazine

MADAGASCAR. 6,4 MILLIARDS DE DOLLARS LEVES POUR SON PLAN DE DEVELOPPEMENT

Déc 2, 2016

Communiqué – le 2 décembre 2016 – Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Madi Hamada, s'est rendu à Paris pour porter la voix de l'Indianocéanie à la Conférence internationale des bailleurs pour Madagascar des 1er et 2 décembre 2016. Cette conférence a permis de lever 6,4 milliards de dollars (5,8 milliards d'€) au bénéfice du Plan national de développement malgache.

A cette occasion, le Secrétaire général de la COI a rappelé le soutien indéfectible de l'organisation régionale à Madagascar dès le début de la crise politique en 2009 ainsi que sa contribution « *reconnue de tous* » dans le processus de sortie de crise.

Soucieuse d'appuyer la relance économique de Madagascar, la COI a choisi de concentrer, dès 2013, son action en faveur de la sécurité alimentaire, l'un des secteurs qui a le plus retenu l'attention des participants à la Conférence de Paris.

En février 2015, la COI avait d'ailleurs organisé une conférence des bailleurs sur la sécurité alimentaire lors de laquelle des financements d'un montant de 700 millions de dollars avaient été identifiés. Dans la foulée, elle a élaboré, avec la FAO, un programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PRESAN) au bénéfice de toute l'Indianocéanie. Les institutions financières internationales et les partenaires au développement représentés à Paris ont été invités à se joindre au PRESAN.

« Donner à manger à nos populations, résorber les déséquilibres nutritionnels, créer de nouveaux circuits de commercialisation intra régionaux favorisant la croissance et l'emploi, réduire la pauvreté dans les zones rurales, voilà les objectifs que s'est fixée la COI. Et c'est ici que notre volonté régionale rencontre les potentialités de la Grande Ile pour que Madagascar puisse honorer sa vocation de 'Grenier de l'Indianocéanie' », a déclaré Madi Hamada.

Le Secrétaire général de la COI a également dit son souhait de voir les participants à la Conférence prendre des engagements fermes *« en se basant sur l'existant, c'est-à-dire la stabilité institutionnelle retrouvée et la détermination des autorités malgaches à la renforcer »*. Il a exhorté les bailleurs internationaux à *« avoir confiance dans la capacité des Malgaches à assurer la stabilité sur le long terme »*.

Le Secrétaire général de la COI a ainsi invité la communauté des bailleurs *« à apporter son appui financier à Madagascar sans la conditionner à l'examen d'une situation pré-électorale qui n'est pas encore à l'ordre du jour »*.

La Conférence internationale des bailleurs pour Madagascar a réuni plus d'une centaine de représentant du gouvernement malgache, du secteur privé, des organisations régionales et des principales institutions financières internationales, dont la Banque mondiale, le Fonds monétaire internationales, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, les Agences du Système des Nations unies ou encore l'Agence française de développement, entre autres

<http://www.chine-magazine.com/madagascar-64-milliards-de-dollars-leves-plan-de-developpement/>

Energies renouvelables

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

ENVIRONNEMENT - SONDAGE D'AFROBAROMÈTRE : Les Mauriciens favorables aux énergies renouvelables

8 DÉCEMBRE, 2016



Une enquête d'Afrobaromètre révèle que 73 % de la population souhaite que le gouvernement investisse dans les énergies renouvelables, même si cela aura une répercussion sur la facture d'électricité. Ce sondage rendu public le 30 novembre dernier a été réalisé en 2014. Il démontre également que les citoyens mauriciens sont très informés sur les énergies vertes à travers les réseaux sociaux et internet en particulier. « En raison de son développement socio-économique rapide, la demande énergétique à Maurice s'est régulièrement accrue durant les trois dernières décennies. Jusqu'ici, l'énergie est principalement générée par des centrales thermiques à base de combustibles fossiles, particulièrement du carburant importé, tandis qu'à peu près 20 % sont produits par des centrales au biogaz de canne à sucre. » C'est ainsi que l'enquête menée par Andreas Kopf (Université du Pacifique Sud, Fidji) et Thomas Isbell (Université de Cape Town) situe les enjeux énergétiques pour Maurice. Le rapport souligne également que Maurice a été l'un des premiers pays à ratifier l'Accord de Paris adopté à la COP21 et à soumettre ses prévisions pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre du pays. L'enquête, réalisée avec la collaboration de StraConsult, a eu lieu auprès d'un échantillon de 1 200 adultes dans différentes régions en juin

et juillet 2014. Les résultats démontrent ainsi que 73 % des Mauriciens sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour que le gouvernement investisse dans les énergies renouvelables « même si cela devait augmenter le montant des redevances d'électricité. » Il est aussi noté que ce soutien est plus élevé parmi les citoyens « instruits, salariés et économiquement privilégiés ». De même, les hommes et les jeunes sont les plus informés sur la question. Au niveau des régions, ce sont les répondants de Rivière-du-Rempart (90 %) et Port-Louis (89 %) qui sont les plus favorables aux énergies renouvelables, tandis que Rodrigues affiche le plus faible pourcentage, soit 44 %. L'enquête démontre également que ce sont les réseaux sociaux et internet qui sont les plus prisés pour les informations relatives aux énergies vertes. Les journaux arrivent en troisième position. Le rapport note : « Bien que la télévision et la radio soient les sources d'actualité les plus fréquentes à Maurice, elles ne semblent pas avoir la plus grande influence en faveur des énergies vertes. »

<http://www.lemauricien.com/article/environnement-sondage-d-afrobarometre-les-mauriciens-favorables-aux-energies-renouvelables>



Energie hydroélectrique: La centrale de Volobe en chantier

Il y a quelques jours à Paris, le dynamique Hassanein Hiridjee annonçait parmi les projets du groupe Axian qu'il dirige, la construction d'une centrale hydroélectrique à Volobe dans la région de Toamasina. En réalité, le projet était déjà en cours mais l'annonce était faite juste pour dire à la communauté des bailleurs et des investisseurs que des bâtisseurs croient en l'avenir de Madagascar et réagissent en conséquence.

Ainsi, le consortium Jovenna/Colas Madagascar/Grands Travaux International a signé depuis août 2016 une convention avec le Ministère de l'énergie et des hydrocarbures malgaches pour le financement, la construction et l'exploitation de la centrale hydroélectrique de Volobe. Composé majoritairement d'entreprises malgaches, ce consortium a entamé depuis hier la phase de travaux comprenant la préparation des accès au site, une campagne géologique, ainsi que le lancement d'une étude environnementale. Selon le communiqué de presse diffusé à

l'occasion, « cette phase intervient après les études menées par le consortium avec la Jirama et les autorités locales, et consécutives à la signature » de la convention avec l'Etat malgache.

« Le consortium prévoit de construire et exploiter à Volobe une centrale de 110MW qui permettra de répondre intégralement aux besoins du Réseau Interconnecté de Tamatave (RIT), et également de renforcer le réseau Interconnecté d'Antananarivo ». D'après les explications, le projet de Volobe constitue actuellement une priorité pour le développement de l'hydroélectricité car il permet de subvenir intégralement aux besoins du RIT et de renforcer sensiblement le Réseau interconnecté d'Antananarivo. A cet effet la création d'une ligne d'interconnexion entre Antananarivo et Tamatave sera mise en place dès 2018.

Ce projet d'un montant de 500 millions de dollars est par ailleurs indiqué comme « également le seul projet bénéficiant actuellement d'études de faisabilité ayant déjà confirmé la viabilité du projet. Par sa taille il permet de s'inscrire efficacement dans la production actuelle de la Jirama tout en respectant le niveau énergétique souhaité par les autorités ».

La nouvelle centrale hydroélectrique est prévue d'être mise en service dans 4 ans. Entre-temps, Jovenna qui fait partie du groupe Axian va améliorer l'offre d'électricité de la Jirama à travers une nouvelle centrale thermique de 40 MGW qui sera fonctionnelle d'ici peu.

Sa

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=56333:energie-hydroelectrique-la-centrale-de-volobe-en-chantier&catid=45&Itemid=110

Genre

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

AFRICAN GENDER DEVELOPMENT INDEX : Un premier rapport sur l'égalité des genres en préparation pour Maurice

8 DÉCEMBRE, 2016



Maurice prépare actuellement son premier rapport national sur l'African Gender Development Index, qui regroupe des données relatives à l'égalité des genres et au progrès des femmes dans des pays du continent. Un atelier consultatif réunissant des représentants de tous les ministères a été organisé dans ce sens par le ministère de l'Égalité des genres la semaine dernière. Cette initiative de la United Nations Economic Commission for Women and African Economic Development (UNECA) concerne 12 pays africains. Lancé en 2004, l'African Gender Development Index (AGDI) comprend en premier lieu le Gender Status Index (GSI), qui permet de mesurer l'égalité des genres sur le plan économique, social et politique. L'autre composante de ce document, l'African Women's Progress Scoreboard (AWPS), vise à mesurer la performance gouvernementale concernant le progrès de la femme et son autonomisation. Ainsi, l'AGDI est, selon le ministère de tutelle, « une mesure qualitative du progrès accompli par le gouvernement ». Bien que des mesures similaires existent déjà à l'international, dont les Gender Empowerment Measures (GEM) développées par le Programme de développement des Nations unies, l'UNECA

estime qu'elles ne sont pas adaptées pour saisir la réalité africaine. L'AGDI sera davantage apte à pourvoir des informations adéquates aux décideurs « when assessing their performance in implementing international and regional documents Member States have ratified ». Ce rapport prend en considération les documents et les chartes importantes qui existent déjà, comme la Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination Against Women, et ses protocoles, la Beijing Platform for Action, l'International Conference on Population and Development, et la Charter on Human and People Rights. Lors de l'ouverture d'un atelier de travail, la ministre de l'Égalité des genres, Aurore Perraud, a mis l'accent sur l'importance de l'apport de tous les ministères en vue de rédiger un rapport national à la fois qualitatif et quantitatif. Ramola Ramtohul, de la faculté des Sciences sociales et humaines de l'Université de Maurice, a été recrutée comme consultante pour l'élaboration de ce rapport.

<http://www.lemauricien.com/article/african-gender-development-index-premier-rapport-sur-l-egalite-des-genres-en-preparation-mau>

Connectivité aérienne



Transport aérien – Un vol bihebdomadaire entre Comores et Antananarivo



09.12.2016

Interconnectivité entre les îles de l'océan Indien. Une nouvelle ligne aérienne, reliant directement Antananarivo aux Comores sera bientôt opérationnelle, avec une fréquence de deux vols par semaine. « Tous les

mercredis et samedis, un Airbus A 320-200 de cent cinquante places, va desservir la Grande île, depuis les Comores, en passant par Mahajanga et Antananarivo », selon le représentant de la compagnie aérienne Int'Air Iles, à Analakely, hier. Le premier vol est prévu le 17 décembre, selon Tina Rasamimanana du groupe Sipromad, qui a signé une convention de partenariat avec cette compagnie aérienne. « On espère atteindre un taux de remplissage de 70% », continue la source. Les étudiants des Comores qui poursuivent leurs études à Madagascar font partie des principales cibles de cette compagnie. Le groupe Sipromad espère, quant à lui, contribuer au développement du tourisme et du secteur transport aérien à Madagascar.

Int'Air Iles offrira un prix promotionnel pour ceux qui veulent voyager entre ces deux pays. 100 euros pour l'aller et 100 euros pour le retour, du 12 au 22 décembre. « La taxe Redevance de développement des infrastructures aéroportuaires (RDIA) de 38% sur les billets d'avion pour les vols en partance de l'aéroport d'Ivato et de Nosy Be ne sera pas appliquée dans cette offre promotionnel », rassurent les représentants de la compagnie.

Miangaly Ralitera

<http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/transport-aerien-un-vol-bihebdomadaire-entre-comores-et-antananarivo/>

Connectivité numérique



Télécom – Telma attendu aux Comores



09.12.2016

Telma va s'implanter aux Comores. Ce qui ravit les consommateurs au détriment de Comores Télécom.

Dix ans après le lancement de son réseau mobile à Madagascar, Telma compte allumer son réseau télécom, cette semaine, aux Comores. De sources concordantes, l'événement est prévu ce week-end. Depuis quelques semaines, on ne parle que de cela, de l'aéroport de Prince Saïd Ibrahim Moroni jusque dans le petit cercle familial. « Il est temps que les Comoriens aient ce choix entre deux opérateurs », s'est réjoui Youssouf. Depuis quelques jours, des cadres dirigeants, des techniciens et commerciaux de l'opérateur malgache ont fait le déplacement dans cet archipel pour démarrer le réseau de Telco, puisque c'est sous ce nom que les offres ont été lancées. L'opérateur avait eu sa licence globale en télécommunication en octobre 2015 de l'autorité comorienne de régulation des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Son arrivée marque la fin du monopole de Comores Télécom. En plus, Télécom promet de proposer des offres très alléchantes aux Comoriens avec des services voix, internet mobile 3G, 4G et l'Internet très haut débit. « Aux Comores, on va créer des services qui n'existent pas », avait déclaré Patrick Pisal Hamida administrateur directeur général de Telma lors d'une conférence de presse en décembre 2015 aux Comores. « L'arrivée de ce second opérateur apportera quelque chose de positif pour l'économie comorienne, en terme de création d'emploi et de services », soutient un journaliste local. Avant d'ajouter que le chemin de Telma était semé d'embûches. « Comores Télécom a vu de mauvais œil l'arrivée d'un deuxième opérateur. C'est sûr qu'il va grignoter sa part de marché. En plus, le nouveau régime en place veut renégocier le contrat de Telma

qu'il juge trop avantageux ». Depuis 2015 Telma ,à travers le groupe Axian, s'est mis dans des opérations d'extension des activités dans la région océan Indien. Il avait réussi à remporter haut la main les opérations de Outremer Télécom à la Réunion et Mayotte. Ce qui fait de lui l'un des acteurs majeurs du télécom dans l'océan Indien.

Lova Rafidiarisoa

<http://www.lexpressmada.com/blog/actualites/telecom-telma-attendu-aux-comores/>